

**CULTURE**

## Culture : réinventons les publics de demain

10 juillet 2013 à 19:06

Par **EMMANUEL ETHIS, JEAN-LOUIS FABIANI, DAMIEN MALINAS** Sociologues de la culture

Au cours des quinze dernières années, peu de ministres de la Culture ont fait l'objet d'une approbation sans nuance : on pense par exemple à une personnalité politique d'exception comme Catherine Tasca ou à d'autres moins remarquables mais pourtant tout à fait méritants. C'est que la fonction ne permet plus guère de faire d'effets trop faciles.

La comparaison permanente que font les commentateurs les moins avertis avec les «grands» ministres que furent Malraux et Lang renvoie leurs successeurs à la médiocrité de la gestion routinière et à une apparente panne d'idées. Notons néanmoins que Malraux comme Lang n'ont fait l'objet d'aucun droit d'inventaire et que l'on se contente d'affirmer leur grandeur sans expliquer vraiment de quoi elle est faite : on peut même s'étonner que jamais personne ne semble se souvenir que le principal outil culturel de Malraux - les maisons de la culture - devinrent obsolètes aussitôt leurs portes ouvertes, et que le doublement des crédits accordés à Lang n'eut pratiquement aucun effet sur la démocratisation de l'accès réel à la culture.

Il ne faut pas juger les ministres dans l'abstrait mais rappeler que chaque époque a son ministre et que ce dernier est pris dans les contraintes spécifiques de ladite époque. L'aura de Jack Lang fait souvent oublier que Jean-Philippe Lecat fut un grand ministre de la Culture, extrêmement attaché aux enjeux d'accès et que Michel Guy excella dans le rôle de soutien à l'avant-garde artistique. Les politiques culturelles dépendent de l'environnement mais aussi, de plus en plus, de l'état des technologies de diffusion qui commandent une bonne part de l'offre et qui se moquent des frontières de l'Etat-nation. Elles ont surtout engendré toute une population d'acteurs culturels dépendants de la subvention publique, très attentifs au maintien de leur confort et toujours prêts à en découdre dès que leur pitance court le risque d'être rationnée.

Ajoutons qu'un ministre dépend toujours d'une équipe : Gaëtan Picon et Emile Biasini pour Malraux, Christian Dupavillon et Claude Mollard pour Lang, Yves Marek pour Toubon, parmi d'autres, ont été de remarquables donneurs d'idées. Soulignons que lorsqu'il sait capter les talents issus de l'université - on peut penser à des figures comme celles de Daniel Arasse - plutôt que de penser sa politique comme un mercato de nominations ou de renominations, le ministère de la Culture et de la Communication réussit à recréer une dynamique propre et un souffle nouveau. Il est sans doute plus difficile aujourd'hui de mobiliser les énergies de ce qui était naguère une administration de missions et où une grande partie des agents du ministère pouvait se reconnaître dans l'élan donné par le ministre.

Aurélie Filippetti n'est pas une héritière. Ce n'est pas un défaut. Il ne sert donc à rien de répéter qu'elle n'est pas à la hauteur de Jack Lang. L'excellent Frédéric Mitterrand avait en quelque sorte mis fin à la fonction en s'occupant exclusivement de lui-même, ce qui était en soi tout un programme.

Pas facile, donc, pour l'actuelle ministre de redresser une maison à laquelle plus personne ne semble croire, dans des conditions adverses que des restrictions budgétaires imposent. La rigueur n'a pas donné lieu à un vrai débat, comme si la reconduction automatique de la dépense était l'unique fonction d'une politique culturelle. Aurélie Filippetti tente aujourd'hui de réorienter l'action du ministère dans un sens plus politique. Elle le fait avec les moyens du bord faisant l'objet d'une surveillance de tous les instants de la part des dîneurs en ville. Pas simple non plus de réinventer avec sincérité le mythe du ministère de la Culture comme avait su le faire Jacques Duhamel en son temps et ce, avec en arrière-plan un programme socialiste qui n'a jamais été aussi court sur la question des arts et de la culture.

Aussi, réancrer à gauche la politique culturelle implique qu'on cesse de considérer les publics comme un élément secondaire de l'action. C'est autour des publics que doit se reconcentrer la définition de l'action, non que l'aide à la création ne soit pas importante, bien au contraire, mais parce que la qualité de celle-ci ne dépend pas uniquement du niveau de subventionnement mais d'une multiplicité de facteurs : si Berlin attire plus d'artistes que Paris, ce n'est pas parce qu'une politique particulière les a conduits sur les rives de la Spree, mais parce que le coût de l'immobilier, les synergies possibles et les formes de relation avec différents segments du marché laissent penser aux nouveaux arrivants qu'ils ont de meilleures chances de s'épanouir.

Si les noms de Vilar, de Ralite, de Renard résonnent toujours sur le chemin de nos politiques culturelles françaises telles des balises référentielles, c'est parce que les questions d'éducation artistique et culturelle problémathisaient la politique nationale, elle-même habitée d'une mystique de la rencontre entre les œuvres et leurs publics.

D'évidence, la constitution et le renouvellement des publics d'aujourd'hui et surtout de demain sont la condition du maintien et du développement des activités artistiques et culturelles, ce qu'avait démontré en son temps *les Héritiers*, l'ouvrage de Bourdieu et Passeron consacré aux étudiants et à la culture : il ne s'agit pas, comme le proposait la lettre de cadrage du président Sarkozy à l'intention de sa ministre Albanel de satisfaire la demande d'un supposé public, mais bien de produire autour de la culture de nouveaux collectifs.

Au cœur de cette action se trouvent les publics étudiants - point aveugle de toutes les politiques culturelles jusqu'aujourd'hui. Ces publics ne doivent plus être les oripeaux d'une modernité de pacotille, mais devenir le principe directeur et la marque d'une authentique volonté politique. François Mitterrand l'avait rêvé dès 1985 sans jamais y parvenir : demain à Avignon, Aurélie Filippetti et Geneviève Fioraso (1) vont signer avec les présidents des universités françaises la première convention entre le ministère de la Culture et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche afin, entre autres, d'intensifier les pratiques culturelles et artistiques des communautés universitaires, de valoriser le patrimoine architectural, scientifique, culturel et linguistique des universités et de favoriser la rencontre entre l'université et la création artistique.

Car la misère culturelle en milieu étudiant est une réalité : si l'on veut que les jeunes accèdent à autre chose que ce que les industries culturelles leur proposent et si l'on veut qu'ils développent une pensée critique, il faut réussir les conditions de la confrontation avec les œuvres. La tâche est beaucoup plus difficile qu'il y a un demi-siècle lorsqu'on pouvait encore cerner sans effort les contours de la légitimité culturelle. On ne peut pas reprocher au ministère de la Culture de tâtonner. Il n'y a pas beaucoup de lumière en ce moment : ce n'est pas à une ministre de la produire toute seule, mais l'attente est majeure car son rôle sera déterminant pour fournir l'étincelle qui mettra le feu à toute la plaine.

(1) Aurélie Filippetti et Geneviève Fioraso ainsi que Valérie Pécresse sont les invitées, demain à 11 heures, de Nicolas Demorand en ouverture du Forum Libération d'Avignon - Université d'Avignon.